

MER D'ARAL: DÉPASSER LES GÂCHIS DU PASSÉ

► Sue Lloyd-Roberts et Ethirajan Anbarasan

Désastre écologique multiforme, le cas de la mer d'Aral a été étudié par quantité d'experts mais les crédits n'ont pas suivi. L'urgence est désormais humanitaire.

«La santé des femmes en âge de procréer ne cesse de se dégrader, parce que l'eau potable est malsaine. Il y a toujours autant de grossesses mais soit elles se terminent en fausses couches, soit le bébé est mort-né ou handicapé. Le taux de mortalité infantile est l'un des plus élevés du monde», constate le directeur de la maternité d'Aral'sk, port du Kazakhstan sur la mer d'Aral.

De nombreuses femmes enceintes y sont admises pour leur assurer, pendant les trois derniers mois au moins, une alimentation saine et de l'eau potable. «C'est la neuvième fois que j'attends un bébé, et je n'ai toujours pas mis au monde un enfant vivant. J'ai peur», confie l'une d'elles. Dans d'autres villes de la région, la situation est la même.

Sels, pesticides et engrais, assèchement et empoisonnement

L'aggravation des problèmes de santé et d'environnement affectant les populations riveraines de la mer d'Aral (bordée par le Kazakhstan et l'Ouzbékistan) sont la conséquence directe du retrait de la mer et de la pollution des fleuves qui s'y jettent, désastres écologiques causés par l'homme. En s'asséchant partiellement, la mer d'Aral a laissé à ciel ouvert 36 000 kilomètres carrés de fonds marins, recouverts de sels que le vent emporte très loin et dépose sur des milliers d'hectares de terres arables. Pesticides et engrais se sont aussi infiltrés dans l'eau et les canaux d'irrigation: ils empoisonnent les aliments et l'eau potable. Près de cinq millions de personnes sont touchées.

Après l'effondrement de l'URSS en 1991, les institutions d'aide internationale se sont précipitées dans cette région d'Asie centrale pour évaluer l'impact écologique de la baisse des eaux de la mer d'Aral et trouver des solutions. Dix ans plus tard, après d'innombrables études et rapports, les experts concluent que la mer d'Aral ne pourra pas retrouver son niveau initial et qu'il faut désormais tout faire pour conjurer une catastrophe humanitaire.

La mer d'Aral a commencé son reflux au cours des années 60, parce que les planificateurs soviétiques avaient détourné les

Aujourd'hui, l'eau potable de la région contient quatre fois plus de sel par litre que la limite recommandée par l'Organisation mondiale de la santé. D'où la multiplication des maladies rénales, des diarrhées et autres affections graves

fleuves Amou-Daria et Syr-Daria pour irriguer le coton et les autres cultures. De 1960 à 1990, la zone irriguée en Asie centrale est

passée de 3,5 à 7,5 millions d'hectares et la région est devenue le quatrième producteur mondial de coton. Mais, dans les années 80, la mer d'Aral a reçu 10 fois moins d'eau douce qu'en 1950. Sa salinité croissante a détruit la faune et la flore marines, ravageant le secteur de la pêche. Sur les 30 espèces de poissons, toutes ont péri sauf deux.

Ne disposant d'aucun autre apport en eau, la mer s'est donc peu à peu rétrécie, jusqu'à perdre la moitié de son ancienne superficie et le tiers de son volume. En 1989, elle s'est divisée en deux: une petite mer au nord et une grande au sud. Les deux principaux ports de pêche, Mouïnak en Ouzbékistan et Aral'sk au Kazakhstan, se sont retrouvés à sec, et les villages de pêcheurs à 100 kilomètres des côtes, sinon plus.

Aujourd'hui, l'eau potable de la région contient quatre fois plus de sel par litre que la limite recommandée par l'Organisation mondiale de la santé. D'où la multiplication



► Respectivement journalistes à la BBC et au *Courrier de l'UNESCO*.



© Francesco Zinola/Contrasto/Corbis, Paris

Le vent disperse sur des milliers d'hectares le sel, le sable et la pollution des fonds marins mis à nus par le retrait de la mer d'Aral, comme ici, à Mouïnak (Ouzbékistan), dans le delta du fleuve Amou-Daria.

des maladies rénales, des diarrhées et autres affections graves. La tuberculose a atteint des proportions épidémiques: il y aurait, dans certaines villes, 400 cas pour 100 000 habitants.

La population de cette région jadis fertile demandait déjà de l'aide durant l'époque soviétique. Ses cris de détresse se sont faits plus pressants depuis les indépendances (fin 1991). Des institutions internationales - dont la Banque mondiale, le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), l'UNESCO, l'Union européenne - ont accouru. Divers organismes ont été créés: le Projet du bassin de la mer d'Aral (ASBP), le Fonds international d'assainissement de la mer d'Aral (IFAS), la Commission inter-étatiques pour la coordination sur l'eau (ICWC). Leurs propositions ont éveillé de grands espoirs chez les riverains, qui ont cru qu'on allait enfin résoudre leurs problèmes.

Pourquoi, après 10 ans de «sauvetage», la mer d'Aral reste-t-elle sur la liste noire des catastrophes écologiques mondiales? Le cas est classique, expliquent les spécialistes: trop d'acteurs arrivent trop tard avec trop peu de moyens et souvent des intérêts qui ne sont pas forcément compatibles avec la protection de l'environnement. Les institutions internationales ont vite mesuré l'envergure du désastre et compris que les financements alloués ne suffiraient pas. «Bien sûr

que les gens d'ici ont été déçus par la communauté internationale, reconnaît Antonius Lennarts de la Banque mondiale, à Alma-Ata (Kazakhstan). Il y eut beaucoup d'agitation et de promesses sans suite, ainsi que des délais interminables en raison des sommes colossales nécessaires. L'argent qu'il faudrait pour résoudre un problème de cette ampleur, on ne l'a tout simplement pas.»

Excédée par des années de promesses non tenues, la population du Kazakhstan a réuni, à la surprise générale, 2,5 millions de dollars pour construire elle-même un barrage de sable, de 14 kilomètres de long et de 30 mètres de large

Devant la gravité de la situation, Médecins sans frontières (MSF), l'organisation humanitaire lauréate du prix Nobel de la paix 1999, a décidé une intervention d'urgence pour sauver les populations d'Asie centrale de ce qu'elle appelle, dans un récent rapport récent, «*peut-être la plus grande catastrophe écologique du monde*». «Jusqu'à présent,

souligne ce rapport, des millions de dollars ont été consacrés à des études, mais concrètement, il y a eu très peu d'actions humanitaires dans la région.» Pourquoi a-t-on tant dépensé et si peu agi? «Peut-être parce que le problème est si gigantesque que tout le monde veut aider, mais que beaucoup ne savent pas par où commencer», suggère Barbara Britton, de l'USAID (Agence américaine pour le développement international), le plus important donateur présent à Tachkent.

Autre obstacle majeur: le manque de coordination entre les cinq pays d'Asie centrale riverains ou voisins de la mer d'Aral (le Kazakhstan et l'Ouzbékistan mais aussi le Kirghizstan, le Tadjikistan et le Turkménistan). «Ils ont rivalisé entre eux pour obtenir de l'aide internationale, au lieu de coopérer pour résoudre les problèmes», estime le professeur J.A. Allan, spécialiste des ressources en eau à l'Université de Londres.

Ces cinq pays ont cependant créé en 1993 le Fonds international d'assainissement de la mer d'Aral (IFAS), afin de coordonner leur projets en matière d'eau et d'agriculture. En 1995, leurs chefs d'Etat ont assisté à une réunion organisée par l'ONU à Noukous (Ouzbékistan). Elle s'est conclue par un engagement solennel à faire face ensemble aux conséquences humaines et écologiques de la crise de la mer d'Aral. Mais, selon Barbara Britton, la méfiance n'a pas cessé pour autant. ►



© Francesco Zizka/Contrasto/Corbis, Paris

Parmi ses tristes records, la région de la mer d'Aral compte l'un des plus forts taux d'enfants malformés ou handicapés du monde.

► Ainsi, quand la gestion de l'eau a été confiée aux Ouzbeks, on les a vite accusés de proposer un plan qui allait irriguer l'Ouzbékistan aux dépens des autres pays. Les Ouzbeks ont rétorqué que le Kazakhstan détournait de l'eau à leur détriment en construisant un barrage dans la mer d'Aral du Nord. Anatoli Buranov, directeur technique du comité exécutif de l'IFAS, reconnaît que les Etats auraient pu mieux faire: *«Nous étions tous excités par les indépendances et, après tant d'années de cohabitation forcée au sein de l'URSS, la dynamique centrifuge que nous a réjouie. Aujourd'hui, nous réalisons qu'il est important de coopérer.»*

Curieusement, la lenteur et les multiples retards des étrangers ou de leurs gouvernements ont eu un effet positif. Excédée par des années de promesses non tenues, la population du Kazakhstan a réuni, à la surprise générale, 2,5 millions de dollars pour construire elle-même un barrage de sable, de 14 kilomètres de long et de 30 mètres de large, qui a transformé en lac la mer d'Aral du Nord, près de la ville d'Aral'sk. Les Kazakhs, expliquent leurs dirigeants, se sont aussi efforcés de puiser moins d'eau que par le passé dans le fleuve Syr-Daria, et le barrage a retenu son débit ainsi augmenté dans la petite mer d'Aral du Nord.

Résultat: son niveau est remonté de trois mètres pour la première fois en 30 ans, ramenant verdure et oiseaux dans la zone désertifiée. L'afflux d'eau douce y a réduit la salinité de la mer, rouvrant ainsi des perspectives pour la pêche. Surtout, le barrage a rendu à la population d'Aral'sk

Même si la Banque mondiale finance le projet, il ne sauvera que la plus petite des deux mers d'Aral. Pour maintenir à son niveau actuel celle du Sud, il faudrait qu'elle reçoive au moins 20 kilomètres cubes d'eau par an

l'espoir, *«une denrée jusque-là aussi rare que l'eau»*, ironise le maire de la ville, Aitbai Kuserbaliv.

Malheureusement, le barrage est fragile, menacé par les pluies et la montée du niveau de la mer. En 1998, il a cédé sur trois à cinq kilomètres, et l'eau s'est déversée en mer d'Aral du Sud. L'entreprise, disent les

responsables kazakhs, ne pourra être poursuivie que s'ils obtiennent les 15 millions de dollars qu'ils ont demandé à la Banque mondiale pour construire un barrage permanent. *«Je leur ai écrit il y a des mois. Ils ne m'ont pas encore répondu»*, déplore le maire.

Comme sont en jeu le maintien de la mer regagnée, les efforts des dizaines de bâtisseurs du barrage et les moyens d'existence de plusieurs centaines de pêcheurs, il est probable que la Banque mondiale s'exécute. *«Nous reconnaissons que ce barrage est tout à fait nécessaire et l'argent va arriver»*, assure d'ailleurs Antonius Lennarts.

Même si la Banque mondiale finance le projet, il ne sauvera que la plus petite des deux mers d'Aral. Pour maintenir à son niveau actuel celle du Sud, il faudrait qu'elle reçoive au moins 20 kilomètres cubes d'eau par an. On a proposé des solutions grandioses: détourner les eaux de fleuves sibériens ou de la Caspienne, à respectivement 2 400 et 500 kilomètres de là. Chacun des projets pourrait coûter jusqu'à huit millions de dollars. Les pays d'Asie centrale n'ont pas cet argent.

Une autre option consisterait à laisser davantage d'eau dans l'Amou-Daria - ce qui menacerait l'agriculture existante, notamment en Ouzbékistan où se situe l'essentiel

de son cours. Cette solution risque de se heurter à une résistance acharnée des paysans de cet Etat, très dépendants du fleuve pour l'irrigation. *«La situation est délicate: on ne peut pas arrêter l'agriculture, les gens perdraient leurs moyens d'existence»*, observe l'un des grands experts des ressources en eau à l'UNESCO, le professeur Janos Bogardi. Il faudrait des milliards de dollars et des décennies pour introduire des technologies nouvelles et des plants consommant moins d'eau. Et il est tout à fait improbable que l'Ouzbékistan, second exportateur mondial de coton, accepte de se désengager d'une culture qui est sa première source de devises.

Sauver la mer devenant donc une perspective fort lointaine, les experts et la population semblent aujourd'hui privilégier un autre objectif: parer au désastre social. Si rien n'est fait, la mer d'Aral du Sud devrait disparaître d'ici 25 ans. La priorité doit être de sauver les vies humaines, estime Vefa Moustafaev, spécialiste des ressources en eau à UNESCO.

Après 10 ans de recherche et d'évaluation, les institutions internationales ont commencé à mettre en œuvre certains projets pour aider la population, essentiellement en lui fournissant de l'eau saine et de meilleurs équipements de

santé. La Banque mondiale a financé la création de 25 stations pour contrôler la qualité de l'eau potable dans toute l'Asie centrale. Elle projette aussi de contribuer à l'amélioration des pratiques agricoles,

REPÈRES

Ouzbékistan

Capitale: Tachkent

Superficie: 447 000 km²

Population: 23,7 millions d'habitants

Taux d'alphabétisation des adultes: 99%

PNB par habitant: 870 dollars

Baisse annuelle du PNB par habitant (88-98): 2,1%

Espérance de vie à la naissance: 69 ans

Mortalité infantile (pour 1 000 enfants nés vivants): 24‰

Kazakhstan

Capitale: Astana (ancienne capitale: Almaty)

Superficie: 2 717 300 km²

Population: 15,7 millions d'habitants

Taux d'alphabétisation des adultes: 99%

PNB par habitant: 1 310 dollars

Baisse annuelle du PNB par habitant (88-98): 6,7%

Espérance de vie à la naissance: 65 ans

Mortalité infantile (pour 1 000 enfants nés vivants): 24‰

Source: statistiques de la Banque mondiale, 1999.

qui consomment beaucoup trop d'eau douce.

Les experts estiment à 20 milliards de dollars le coût des initiatives nécessaires au développement et à la protection de l'environnement dans la région - essentiellement pour moderniser l'agriculture, réduire la pollution des fleuves et purifier l'eau potable. Aujourd'hui, les pays d'Asie centrale, à court d'argent, ne sont pas en mesure de réunir seuls une telle somme.

Côté ressources naturelles, la région ne manque pas d'atouts. Les Etats d'Asie centrale pourraient compter dans les prochaines années parmi les grands du secteur mondial de l'énergie, s'ils exploitaient leurs immenses réserves de gaz et de pétrole. L'impact d'une telle décision sur la mer d'Aral est toutefois des plus incertains. ■

A l'hôpital pour enfants de Nukus (Ouzbékistan), ce bébé est traité pour une malformation grave du bassin.

